



## Déclaration de la FSU au CSA – vendredi 30 juin

Madame la Rectrice,

La FSU partage la vive émotion suscitée par la mort de Nahel M., un jeune homme de 17 ans, lors d'un contrôle de police effectué à Nanterre. Elle s'associe au deuil de la famille, qui a organisé une marche blanche en hommage au jeune homme décédé, et comprend la colère que cet événement a suscitée.

Ce drame révèle, entre autres, le manque de formation des agents des forces de l'ordre et la dégradation que les politiques de sécurité publique menées par ce gouvernement ont provoqué au lien de confiance qui doit exister entre les forces de l'ordre et la population qu'elles doivent protéger. Tout, dans la politique suivie, concourt aujourd'hui à distendre toujours plus le lien entre la jeunesse, particulièrement celle des quartiers populaires, et la police.

La tragédie dont Nahel M. est victime vient en outre nous rappeler le coût humain d'une logique de surenchère sécuritaire relayée par des campagnes politiques et médiatiques issues de la droite et de l'extrême droite, face auxquelles le gouvernement actuel se montre bien trop conciliant depuis plusieurs années.

Pour en arriver à l'ordre du jour de ce CSA, une fin d'année scolaire est toujours l'occasion de faire un bilan, et celui de l'année 2022-2023 est bien sombre. De la suppression brutale et non concertée de la technologie en 6<sup>ème</sup> à la mise en œuvre du pacte qui n'a d'autre but que de s'attaquer au statut des enseignants, des CPE et des PsyEN, en passant par la destruction programmée de la voie professionnelle, les annonces préoccupantes concernant les AED et les AESH qui deviendraient des ARE, la militarisation de la jeunesse par l'extension du SNU et le recul de l'âge légal de la retraite, le quotidien des collègues est mis à rude épreuve et le Service Public d'Éducation est chaque jour plus fragilisé.

Les personnels de l'Éducation ne sont plus les seuls à tirer la sonnette d'alarme. La mise en œuvre complète du Bac Blanc cette année a révélé à l'opinion publique les conséquences désastreuses annoncées depuis le début par le SNES-FSU. Après plusieurs mois à boucler tambour battant des programmes de spécialités mal pensés, depuis le mois de mars, le fonctionnement des lycées est très largement perturbé par des absences massives d'élèves qui concernent également les élèves de seconde et de première. Elèves et professeurs sont alors démunis face à ce fonctionnement dégradé et plus personne ne trouve de sens aux enseignements prodigués dans ces conditions. Le SNES-FSU l'exige depuis le début : il faut revenir à des épreuves terminales en juin !

Dans les collèges, la réforme qui s'annonce à bas bruit tend à creuser encore les inégalités sociales et scolaires. En annonçant à Marseille que la demi-journée de découverte des métiers, dès 12 ans, pourrait avoir lieu toutes les deux semaines dans les collèges les plus défavorisés, Emmanuel Macron confirme son intention de réduire l'ambition pour les élèves les plus fragiles à leur employabilité rapide et souple au service des entreprises locales. Ceci s'inscrit en cohérence avec la réforme de la voie professionnelle qui entend donner une plus grande place aux entreprises du

territoire dans la formation des jeunes, cantonnant la jeunesse à l'offre de son bassin d'emploi et obérant encore les perspectives d'avenir de celles et ceux qui n'ont pas les codes.

Le déploiement des deux heures hebdomadaires supplémentaires d'activité physique et sportive pour les collégiens de Normandie se fait sans qu'aucun bilan de ce dispositif expérimental ne nous ait été communiqué. Si la FSU partage l'objectif de lutter contre la sédentarité des jeunes, faire entrer les clubs dans le milieu scolaire n'est pas la solution. Ce dispositif va aggraver les inégalités en terme d'accès à la pratique sportive et pose la question des lieux de pratique avec des problèmes de concurrence sur les installations. Compte tenu des enjeux sanitaires et sociaux, il est nécessaire de toucher l'ensemble des jeunes et la seule solution pragmatique est celle des 4h d'EPS par semaine tout au long de la scolarité.

Dans ce contexte de dégradation sans précédent de nos conditions de travail, loin de la promesse de revalorisation inconditionnelle pour toutes et tous, la mise en place du Pacte est perçue comme une ultime provocation. Alors que les études de la DEPP montrent que le temps de travail des enseignants est déjà de 42 heures hebdomadaires en moyenne, le Pacte prétend les faire travailler encore plus. En creux, cela véhicule l'idée que les enseignants ne travaillent pas assez et qu'ils pourraient travailler davantage. Cela contribue à entretenir le mythe que les enseignants sont tout le temps absents, alors même qu'ils le sont moins que les autres salariés et que les absences de courte durée ne représentent qu'une infime partie des heures de cours non assurées. Cela permet aussi de faire croire au grand public qu'on propose des solutions quant aux rémunérations insuffisantes de nos professions. En réalité, ce pacte vise d'abord à attaquer nos statuts, à renforcer le management des supérieurs hiérarchiques et à mettre en œuvre des missions qui détruisent, à petits feux, le Service Public d'Éducation. La FSU continue à appeler les collègues, individuellement et collectivement, à refuser de signer ce pacte et de s'inscrire dans cette logique délétère de contractualisation.

A tout ceci s'ajoute la faiblesse des salaires et les dernières annonces du 12 juin ne nous rassurent pas. Que penser de mesures qui ne tiennent pas compte de l'inflation, qui sont des mesurette ponctuelles alors qu'il faudrait une refonte générale des grilles indiciaires ?

Nous tenons aussi à dénoncer l'absence systématique de réponse aux questions posées concernant les IDE, la désorganisation des services académiques, la mauvaise tenue des instances avec des documents arrivant très et trop tard empêchant toute étude sérieuse. Les personnels se perdent dans les procédures, les dates des fins de procédures. Lorsque les CAPA avaient encore leurs attributions de mutations et de promotions, les dates d'arrivée des informations étaient connues et attendues par les personnels. Désormais, les dates sont flottantes et varient selon les années ajoutant de l'énerverment parmi les personnels.

Enfin, au terme d'une année éprouvante, il nous faut rappeler, madame la Rectrice, que bon nombre des personnels dont vous avez la charge, souffrent de leur travail. D'aucuns diront que la réalité du terrain dont nous voulons vous faire prendre conscience relève de la caricature. Il n'en est rien. Lorsque vous vous rendez sur le terrain, vous visitez des classes fraîchement repeintes, vous rencontrez une poignée de collègues triés sur le volet, vous assistez à un événement festif et préparé pour l'occasion. Mais loin des caméras qui immortalisent vos visites, il suffit d'ouvrir le registre santé sécurité pour savoir ce que vivent quotidiennement les personnels de l'éducation. Des AESH sont régulièrement mordues, poussées, insultées ou frappées. Des enseignants sont trop souvent agressés par des parents d'élèves. Des agentes sont victimes de violences sexistes et sexuelles sans que leurs auteurs soient réellement inquiétés. Des personnels sont maltraités et appellent à l'aide, sans en recevoir la plupart du temps. A cet égard, l'inaction dont vous avez fait preuve dans certaines affaires vous rend responsable de la souffrance des collègues. Ainsi, les IEN du Calvados traînés dans la boue via un bestiaire dégradant commis par leur supérieur ou les enseignants de l'école de Val de Reuil, violemment insultés et menacés pendant des semaines sur les réseaux sociaux, n'ont pas trouvé auprès de l'administration le soutien dont ils avaient besoin.

En cette fin d'année scolaire, vous l'aurez compris, la FSU vous fait part de l'immense colère de la profession. La crise de recrutement dans les métiers de l'enseignement ainsi que les démissions et les demandes de ruptures conventionnelles qui augmentent sont des signaux dont il vous faut tenir compte pour prendre enfin d'autres décisions. Il en va de l'intérêt des élèves et de la Nation tout entière.